



Florence Loriaux,
Carhop

QUAND MAI 68 RÉHABILITE L'AUTOGESTION

Mai 68, une date mythique et un anniversaire qui nous rappelle qu'il y a exactement un demi-siècle le monde a basculé dans une nouvelle ère qui allait se propager à travers toute la planète. À Paris, le mouvement contestataire est loin d'être généralisé et la plupart des étudiants ne sont pas politisés, à l'exception d'une petite minorité se rattachant à des groupuscules anti-impérialistes, communistes, marxistes, maoïstes, anarchistes... À Nanterre, d'où le mouvement est parti, à peine 5% des étudiants sont originaires de la classe ouvrière. L'abondance des biens était plutôt la norme et les jeunes souffrent plutôt d'ennui et de malaise existentiel comme l'atteste un des nombreux slogans apparus sur les murs et dans les amphithéâtres : « La société m'emmerde et j'emmerde la société ». L'histoire rapporte que les étudiants contestataires n'étaient que 142 lorsqu'ils investirent le 22 mars 1968 les locaux administratifs de la faculté de Nanterre avant de s'en faire déloger par la police et se rabattre sur la Sorbonne où ont lieu les grands débats et d'où partent la nuit du 10 mai les affrontements qui donnent lieu à plusieurs centaines de blessés et d'arrestations. L'omniprésence de cars de police, l'annonce de la venue de commandos d'extrême-droite, la fermeture des facultés de Nanterre et de la Sorbonne, ont eu raison de l'apathie de la masse des étudiants qui font alliance avec les « agitateurs ». Le mouvement est lancé et prend des allures de révolution après cette première nuit des barricades où on assiste au ralliement des syndicats pour soutenir les actions étudiantes et dénoncer la répression policière.

Dorénavant les revendications ne seront plus seulement étudiantes et l'action politique qui s'est propagée en province prendra le pas sur les débats strictement universitaires, la plupart des étudiants ayant admis que « l'université ne peut être réformée efficacement sans réforme corrélative de la société ». Il en résulte un rapprochement des étudiants avec les travailleurs et la création de comités d'action ouvriers-étudiants chargés d'aller discuter aux portes des usines avec les ouvriers en grève. Quand la nuit des barricades a lieu le 10 mai, les organisations syndicales comprennent qu'elles ne peuvent rester en dehors du mouvement et décrètent une grève générale contre les violences policières pour le 13 mai. Le succès est considérable puisqu'on en dénombre des centaines de milliers de manifestants à Paris et plus de 450 manifestations en France. Le 16, lorsque les travailleurs de Renault Billancourt se mettent en grève, ils sont 200.000 tandis qu'une cinquantaine d'usines sont déjà occupées. Ce sera ensuite l'escalade : le 18 mai, il y a 2 millions de grévistes qu'on estime entre 6 et 9 millions le 22 mai sur un nombre total

de salariés pour la France de 15 millions. Toutes les catégories socio-professionnelles sont représentées. Les durées de grèves sont aussi importantes, sur les 150 millions de journées de grève que les statistiques officielles ont dénombrés, on estime que 4 millions de travailleurs seront en grève pendant trois semaines et 2 millions pendant un mois.

Pour mettre un terme aux mouvements de grève qui paralysent le pays, le gouvernement appelle les organisations syndicales et patronales à se rencontrer afin de négocier un accord où chacun peut trouver son compte et sortir la tête haute. Ces négociations menées dans un climat d'extrême tension aboutiront aux accords de Grenelle (du nom de la rue abritant le Ministère du Travail) qui constitueront le fondement des futures réformes en matière de travail et de conquêtes sociales. A cette idée d'un changement potentiel de la société, on ne peut manquer d'évoquer un concept qui a pris naissance bien avant Mai 1968 mais qui a trouvé dans ces événements un nouveau souffle d'inspiration : l'autogestion. L'idée d'autogestion était déjà apparue comme une préoccupation politique dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale mais elle était restée limitée à quelques expérimentations locales et disparates.

En fait, l'autogestion doit être distinguée de la cogestion qui suppose une participation limitée des travailleurs en fonction des entreprises sans introduire de changements dans les rapports de production et d'exploitation. La cogestion est généralement une forme d'intervention appréciée des syndicats modérés qui y voient une façon de participer au pouvoir sans bouleverser l'ordre établi. Au contraire, l'autogestion est une approche plus radicalement révolutionnaire qui « repose sur des collectifs de travail organisés, avec une propriété collective des moyens de production qui pourraient se passer de patrons »¹. Une revue baptisée Autogestion était apparue en 1966 en se présentant comme porte-parole d'une partie de la gauche radicale et en revisitant notamment les œuvres de Marx et Engels. C'est la gauche chrétienne qui s'est au début constituée comme la principale force politique porteuse de ce projet autogestionnaire alors que les autres organisations politiques socialistes et communistes n'avaient pas manifesté un grand intérêt pour ce concept, privilégiant celui de « contrôle ouvrier ».

Le rapprochement avec les événements de Mai 68 s'est produit dans la mesure où le besoin de la classe ouvrière d'obtenir une reconnaissance de sa contribution par le travail et l'émancipa-



¹Bantigny, Ludivine, 1968 : de grands soirs en petits matins, Paris, Seuil, 2018, p. 330.



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

tion par rapport au capital s'apparentait au désir des étudiants et de la jeunesse de s'affranchir de l'autoritarisme. Avoir des revendications de même nature en termes d'opposition au système existant a certainement contribué à rapprocher ces deux catégories sociales pourtant au départ très éloignées.

Les choses auraient pu en rester là et l'autogestion continuer à alimenter un débat intellectuel sans contrepartie concrète lorsqu'un événement réactive les prises de position politiques durant l'été 1973 : la menace de fermeture de Lip, une usine horlogère à Besançon. Les travailleurs de cette fabrique de montres occupent les locaux avec l'intention de sauvegarder leurs emplois en relançant l'activité. Pour y parvenir, ils vendront les stocks de montres à prix bradés en organisant des

ventes sauvages. L'opinion publique prend fait et cause pour les grévistes jusqu'à ce qu'ils soient finalement expulsés de l'entreprise par les forces de l'ordre. Mais Lip restera encore longtemps après la fermeture définitive le porte-drapeau de l'autogestion en provoquant en France, mais aussi à l'étranger, des débats passionnés.

Aujourd'hui, l'autogestion reste d'actualité, notamment en Argentine, où des dizaines d'exemples d'entreprises gérées par leurs travailleurs existent. En Belgique, l'idée autogestionnaire n'a pas connu les mêmes développements qu'en France même s'il est possible, comme l'a écrit Patrick Pasture², de la faire remonter à la naissance du mouvement ouvrier. En pratique, c'est seulement vers 1970 qu'elle apparaît dans le débat politique au niveau des revendications ouvrières, mais sans véritablement s'imposer sur le terrain, bien qu'elle soit présente dans plusieurs luttes ouvrières contre la fermeture d'entreprises comme les fonderies Mangé, Salik ou les Textiles d'Ere pour ne citer que ces exemples³. Le mouvement syndical est d'ailleurs partagé sur l'attitude à adopter à l'égard de ce concept qui avait une dimension révolutionnaire puisqu'il portait atteinte au principe de la propriété privée des moyens de production et remettait en cause l'organisation sociale de l'entreprise reproduisant les « rapports de domination et de dépendance de la société toute entière ». Du côté socialiste, l'accent est davantage mis sur le contrôle ouvrier et l'occupation d'usines n'apparaît pas comme le moyen idéal de réaliser l'autogestion. Du côté chrétien, l'autogestion est davantage perçue comme une réponse à l'aliénation du travailleur. Même si les positions respectives peuvent apparaître comme sensiblement identiques, les divergences de vue entre les familles politiques et syndicales l'autogestion de progresser aussi rapidement qu'elle aurait pu. Ceci peut expliquer que dans les années 1980 en Europe, le projet autogestionnaire échoue sur les rives de la crise économique. Des entreprises autogérées continuent à subsister aujourd'hui en Italie, en Grèce, en Espagne, en France, et l'autogestion a servi de modèle pour les maisons médicales chez nous...Fin... et suites ?

²Pasture, Patrick, « Histoire et représentation d'une utopie. L'idée autogestionnaire en Belgique », dans Georgi, Franck (eds.), *Autogestion, la dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, p.143-156.

³Quant aux maisons médicales qui naissent dans la foulée de Mai 68, elles choisissent le fonctionnement en mode autogestionnaire.